

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Mali

L'intervention française en question

- International -

Date de mise en ligne : mardi 15 janvier 2013

Démocratie & Socialisme

Dans la revue Démocratie&Socialisme n° 201 (janvier 2013) qui paraît cette semaine, notre camarade Jean-François Claudon revient sur l'intervention française au Mali. Il nous paraît, en effet, nécessaire de poser publiquement, en tant que socialistes, quelques questions à notre gouvernement. Nous reproduisons ci-dessous deux extraits de cet article.

La guerre a des ressorts insoupçonnés. Comme par magie, les différends politiques et sociaux, exacerbés depuis des mois par le camp d'en face pour déstabiliser notre pouvoir de gauche, se sont purement et simplement volatilisés. La droite a remisé au placard ses anathèmes contre l'excès de repentance de l'ancienne puissance coloniale qu'est la France. Le FN a lui aussi oublié que la gauche marxiste était au pouvoir. Et tout ce petit monde de la réaction a mis pour un temps de côté ses attaques contre le mariage pour tous... Bref, « l'union sacrée » contre l'islamisme apporte à notre pays son lot de bienfaits et d'unanimité ! [...]

Quel mot d'ordre politique pour en finir avec les islamistes ? L'accord est unanime entre les États de la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO), la France et l'UE pour défendre l'intégrité du territoire malien et de vaincre le cancer islamiste incarné par Aqmi et ses alliés. Mais reste à savoir comment. Pour répondre à cette question essentielle - la seule qui fasse réellement débat -, il faut peser sérieusement les forces en présence. Malgré leur armement moderne arrivé tout droit de Lybie, les djihadistes étrangers disposent de quelques milliers d'hommes, dont un certain nombre d'enfants-soldats. Les forces loyalistes sont quant à elles désorganisées, mais tiendront tant que la solde tombe. En définitive, l'élément dynamique reste la composante touareg dirigée par le MNLA, dont le porte-parole Poussa Ag Assarid a affirmé en mars dernier à Courrier International n'entretenir « *aucun rapport avec Aqmi* » et se battre pour construire « *la république laïque de l'Azawad* », tout en se disant prêt à discuter avec Bamako dès que le pouvoir malien acceptera l'auto-détermination du Nord-Mali. Si le MNLA se retournait contre les islamistes, il est clair qu'Aqmi et ses alliés seraient balayés par l'offensive conjointe de l'armée loyaliste et des forces touaregs. Pour ce faire, il suffirait que le pouvoir malien déclare l'autonomie de l'Azawad. Peser politiquement sur Bamako pour imposer ce nouveau cours serait sûrement bien plus efficace que l'envoi de troupes au Mali. Mais c'est sans compter sur Aréva et sur Total qui craignent plus que tout l'autonomie du Nord-Mali dont le sous-sol regorge de ressources minières variées comme le quartz, les carbonates, le bois silicifié, ainsi que de l'uranium et du pétrole. Seul le peuple malien dans sa diversité peut, en imposant cette orientation anti-impérialiste, se défendre face à l'agression islamiste, car ce n'est qu'en retrouvant la maîtrise des richesses de son sous-sol et en réglant par une solution négociée la question nationale touareg que le Mali pourra chasser durablement les djihadistes de son sol.